



Siège de la Banque nationale suisse. Berne, 2015.
© Keystone

PLANÈTE ÉCO

Les banques centrales sur la sellette

OPINION. Tous les prévisionnistes annoncent un ralentissement économique, écrit notre chroniqueur Charles Wyplosz. Du coup, tous les regards se tournent vers les banques centrales

4 minutes de lecture

📌 Economie débats

Charles Wyplosz

Publié jeudi 13 juin 2019 à 13:57, modifié jeudi 13 juin 2019 à 13:58.

Depuis quelques semaines, une mauvaise musique se fait entendre. Tous les prévisionnistes annoncent un ralentissement économique. La faute à Trump et sa maudite guerre commerciale. La faute à une longue phase de croissance qui, bien que modeste, doit bien se terminer un jour, comme toujours. La faute au changement climatique, ou aux robots qui mettent des gens au chômage, ou bien encore au vieillissement de la population. La faute aux bourses financières qui ont vu leurs cours tellement monter qu'ils ne peuvent plus que redescendre. La liste des coupables potentiels est longue. Le problème est qu'ils pourraient tous se mettre en mouvement au même moment. Peut-être, on ne sait pas vraiment.

Mais, du coup, tous les regards se tournent vers les banques centrales. On s'est tellement habitué à les voir réagir dès que les nuages s'amoncellent que l'on n' imagine pas que, cette fois encore, s'il le faut, elles ne pourront pas faire le nécessaire. Elles nous disent qu'elles se tiennent prêtes. Elles ont déjà activé leur arme secrète, la communication. Elles affirment que tous leurs instruments sont affûtés. Elles parlent de baisser les taux d'intérêt et d'injecter des centaines de milliards de dollars, d'euros, de yens et même de francs.

On ne peut pas forcer un chameau à boire

Et si ce n'était que de l'esbroufe? Baisser les taux d'intérêt? Sauf aux Etats-Unis, ils sont déjà nuls ou négatifs. Ils peuvent encore gratter un ou deux petits quarts de pourcentage, pas de quoi rallumer la machine en panne. Et même aux Etats-Unis, où ils sont autour de 2,5%, les faire redescendre à 0% ne produira pas de miracle non plus. D'ailleurs, lorsque les banques centrales ont établi ces taux négatifs ou nuls, elles avaient promis que ça ne durerait pas. Cinq ou dix ans plus tard, on y est toujours.

Il y a bientôt dix ans, les banques centrales ont stupéfié leur monde en injectant des quantités de liquidités jamais vues auparavant. On en est toujours à en évaluer les effets. Aucun sur l'inflation, pour l'instant. Un peu sur l'activité économique, mais pas beaucoup et très lentement. Elles parlent d'en faire encore plus, mais combien exactement? L'idée est de fournir aux banques de quoi accorder plus de prêts aux entreprises et aux particuliers, mais les entreprises et les particuliers ne sont pas enclins à emprunter si on leur annonce un ralentissement économique. On ne peut pas forcer un chameau à boire.

Il leur faudra alors faire la pirouette

Il est tout à fait possible que les banques centrales n'aient plus que peu de marge de manœuvre. Si le ralentissement est net, elles n'auront pas les moyens d'y faire face, seules. Et c'est là que l'on peut se demander qui d'autre peut faire quelque chose. Il ne faut pas chercher loin. Dans le passé, les gouvernements se joignaient aux banques centrales en augmentant leurs dépenses ou en baissant les impôts. La dernière fois qu'on les a vus à la manœuvre, c'était en 2008. Face à la crise financière, lors d'un sommet du G20, les gouvernements ont solennellement annoncé qu'ils allaient faire le travail. Dans la plupart des cas, ça a duré un an. Les déficits budgétaires se sont creusés et les gouvernements effrayés ont vite rangé leurs outils, laissant les banques centrales en première ligne.

C'est vrai que ce n'est pas facile de faire de la politique budgétaire. Par nature, c'est une action temporaire et les déficits budgétaires doivent être remplacés par des surplus dès que la situation s'est redressée. Mais les dépenses publiques deviennent vite pour les électeurs des habitudes, tout comme il est impopulaire d'augmenter les impôts qu'on avait réduits. Les déficits deviennent permanents et la dette publique grimpe inexorablement. Les gouvernements savent bien que c'est très malsain, mais il faut bien gagner les prochaines élections. Alors, ils ont trouvé la solution: s'abstenir de faire de la relance budgétaire et s'en remettre aux banques centrales. C'est astucieux, mais on est désormais arrivé au bout de cette stratégie. S'il faut modérer le prochain ralentissement économique, les gouvernements devront sortir du bois. Après avoir vilipendé la politique budgétaire pendant des années, il leur faudra alors faire la pirouette et en vanter les mérites. C'est loin d'être garanti. Il faudrait vraiment que les prévisionnistes se soient trompés.

La dernière vidéo

toutes les vidéos



Cannabis: adieu fumée, bonjour vapeur

